# PROCES VERBAL de DEPOT des ACTES de SOCIETES

Greffe du Tribunal de commerce de Nancy
Cité Judiciaire Rue du Gal Fabvier - BP 3880 - 54029 - NANCY Cedex
Téléphone : 0383280692

Numéro du DEPOT : 99.1971
Date du DEPOT : 9 Juillet 1999

## Ce dépôt concerne la société :

EXPERTIS PARTENAIRES
29,31 RUE OPALINSKA
54500 - VANDOEUVRE

Forme juridique : SA
R.C.S. : NANCY
N° de gestion : 99B391 423 571 934

Nous Greffier du Tribunal de Commerce de Nancy avons déposé à la date ci-dessus, au rang de nos minutes :

**Acte(s) déposé(s) :**

Acte SSP en date du 20 Avril 1999
P.V. du conseil d'administration du 21 Avril 1999
TRAITE D'APPORT
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

**Objet du dépôt :**

Formation de la société

à Nancy le 9 Juillet 1999
Le Greffier

| | |
|---|---|
| Coût insertion Bodac : | |
| Emoluments : | 34,00 |
| I.N.P.I. : | 38,00 |
| Frais de poste : | 5,00 |
| Total H.T. : | 39,00 |
| T.V.A. : | 8,03 |
| **Total T.T.C. :** | 85,03 |

**Facture acquittée**

**Déposant :**

EXPERTIS PARTENAIRES

29,31 RUE OPALINSKA
54500 - VANDOEUVRE

Référence :

**EXPERTIS PARTENAIRES**
**Société Anonyme au capital de F. 4 831 400**
**Siège Social : 29/31 rue Opalinska 54500 VANDOEUVRE**

# PROCES-VERBAL DE LA PREMIERE REUNION DES ADMINISTRATEURS

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANCY
Dépôt du - 8 JUIL. 1999
R.C.S. N° 99 B 391

L'an mil neuf cent quatre vingt dix neuf,

Le 21 avril,

A 14 heures,

Les personnes désignées en qualité de seuls membres du futur Conseil d'Administration de la société EXPERTIS PARTENAIRES se sont réunies pour la première fois, à l'issue de la signature des statuts, en vue de constituer le bureau du Conseil et d'organiser la direction générale de la Société.

Sont présents :
Monsieur Richard RENAUDIN
Monsieur Alain DOUCHE
Monsieur Pierre NESSELER

Tous les administrateurs nommés par les statuts étant présents, le Conseil peut valablement délibérer.

Monsieur Richard RENAUDIN, préside la séance.

## NOMINATION DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur Richard RENAUDIN prend la parole et soumet sa candidature comme Président au vote des administrateurs.

Après en avoir délibéré, le Conseil désigne, à l'unanimité, Monsieur Richard RENAUDIN en qualité de Président du Conseil d'Administration pour la durée de son premier mandat d'administrateur.

Monsieur Richard RENAUDIN déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et satisfaire à toutes les conditions légales, réglementaires et statutaires, notamment en ce qui concerne le cumul du nombre de mandats de Président du Conseil d'Administration ou de membre du Directoire ou de Directeur Général unique d'une société anonyme.

En sa qualité de Président, Monsieur Richard RENAUDIN assumera, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et représentera celle-ci à l'égard des tiers.

Il est investi dans les limites légales des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

Dans ces limites, le Président pourra partiellement déléguer ces pouvoirs.

Le Président percevra une rémunération dont les modalités seront fixées par le Conseil d'Administration au cours d'une séance ultérieure.

Le Conseil confère tous pouvoirs à son Président ou à toute autre personne qu'il se substituerait à l'effet de :

- publier un avis de constitution dans un journal d'annonces légales et effectuer le dépôt au greffe du Tribunal de commerce des documents requis par la loi,

- remplir toutes formalités nécessaires pour rendre opposables aux tiers les apports en nature effectués à la Société ;

- demander l'inscription de la société au tableau de l'Ordre des experts-comptables,

- requérir l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés,

- signer toutes pièces, quittances et décharges,

- et généralement, faire tout ce qui sera nécessaire.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et un Administrateur au moins.

Un Administrateur

Le Président

**EXPERTIS PARTENAIRES**
**Société anonyme**
**au capital de 4 831 400 F**
**Siège social : 29/31 rue Opalinska**
**54500 VANDOEUVRE**

# ACTE CONSTITUTIF

## CHAPITRE I - REDACTION ET ADOPTION DES STATUTS.

## CHAPITRE II - DESIGNATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS.

## CHAPITRE III - DESIGNATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES.

## CHAPITRE IV - ENGAGEMENTS PRIS ET A PRENDRE POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION - FRAIS - PUBLICITE - POUVOIRS.

## CHAPITRE I - REDACTION ET ADOPTION DES STATUTS.

Les soussignés :

Monsieur Richard RENAUDIN
demeurant 97 rue du Maréchal Ney 54140 JARVILLE LA MALGRANGE
inscrit à l'Ordre des experts-comptables et à la Compagnie des commissaires aux comptes

Monsieur Alain DOUCHE
demeurant 54 rue de Médreville 54000 NANCY
inscrit à l'Ordre des experts-comptables et à la Compagnie des commissaires aux comptes

Monsieur Pierre NESSELER
demeurant 59 Rue Lavigerie 54000 NANCY
inscrit à l'Ordre des experts-comptables et à la Compagnie des commissaires aux comptes

Monsieur Richard SCHAFFO
demeurant 22 rue du Château d'eau 57800 BENING LES SAINT AVOLD
représenté aux présentes par Monsieur Alain DOUCHE

Mademoiselle Valérie CREUSOT
demeurant 3 rue Lionnois 54000 NANCY
inscrit à l'Ordre des experts-comptables et à la Compagnie des commissaires aux comptes

Mademoiselle Anne LHOTE
demeurant 87 rue de Boudonville 54000 NANCY
inscrit à l'Ordre des experts-comptables et à la Compagnie des commissaires aux comptes

Mademoiselle Isabelle METAIS
demeurant 1 rue Ambrail 88000 EPINAL
inscrit à l'Ordre des experts-comptables et à la Compagnie des commissaires aux comptes
représentée aux présentes par Mademoiselle Anne LHOTE

Mademoiselle Sylvie GATTO
demeurant 6 rue du Téméraire 54000 NANCY

Ont décidé de constituer entre eux une société anonyme et ont adopté les statuts établis ci-après :

# STATUTS

## ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société anonyme, régie par la loi du 24 juillet 1966 et l'ordonnance du 19 septembre 1945, ainsi que par les présents statuts.

## ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet l'exercice des missions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes. Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec son objet social et qui s'y rapportent.
Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil Régional de l'Ordre prendre des participations financières dans toutes entreprises de toute nature ayant pour objet des activités visées par les articles 2 et 22, septième alinéa de l'ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

## ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : EXPERTIS PARTENAIRES.
Elle a pour sigle : EXPERTIS
La société sera inscrite au tableau de l'Ordre et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale ( ou sous son sigle). es actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "sociétés anonyme " ou des lettres S.A et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention " société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes" et de l'indication du tableau de la circonscription de l'ordre et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes où la société est inscrite.

## ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 29/31 rue Opalinska, 54500 VANDOEUVRE.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur. En cas de transfert décidé conformément à la loi par le Conseil d'Administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

## ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

## ARTICLE 6 - APPORTS

Les soussignés apportent à la Société :

1 - Apports en nature

Il est apporté en nature :

| | |
|---|---|
| par Monsieur Richard RENAUDIN, | 6 275 titres de la société COFIRELOR |
| par Monsieur Alain DOUCHE, | 6 275 titres de la société COFIRELOR |
| par Monsieur Pierre NESSELER, | 6 275 titres de la société COFIRELOR |
| par Monsieur Richard SCHAFFO, | 2 899 titres de la société COFIRELOR |
| par Mademoiselle Valérie CREUSOT, | 2 899 titres de la société COFIRELOR |
| par Mademoiselle Anne LHOTE, | 2 899 titres de la société COFIRELOR |
| par Mademoiselle Isabelle METAIS | 2 899 titres de la société COFIRELOR |
| et par Mademoiselle Sylvie GATTO | 2 899 titres de la société COFIRELOR |

L'évaluation des biens désignés ci-dessus a été faite au vu d'un rapport établi le
par Madame Régine COLAS, commissaire aux apports désignée dans les conditions légales, rapport déposé à l'adresse du siège social trois jours au moins avant la signature des statuts et dont un exemplaire demeurera annexé à chacun des originaux des présentes.

En rémunération de l'apport désigné ci-dessus et évalué à la somme totale de
QUATRE MILLIONS HUIT CENT TRENTE UN MILLE QUATRE CENTS FRANCS
(4 831 400 F),

| | |
|---|---|
| Monsieur Richard RENAUDIN, | reçoit 6 275 actions d'apport |
| Monsieur Alain DOUCHE, | reçoit 6 275 actions d'apport |
| Monsieur Pierre NESSELER, | reçoit 6 275 actions d'apport |
| Monsieur Richard SCHAFFO, | reçoit 2 899 actions d'apport |
| Mademoiselle Valérie CREUSOT, | reçoit 2 899 actions d'apport |
| Mademoiselle Anne LHOTE, | reçoit 2 899 actions d'apport |
| Mademoiselle Isabelle METAIS | reçoit 2 899 actions d'apport |
| et Mademoiselle Sylvie GATTO | reçoit 2 899 actions d'apport |

de CENT QUARANTE CINQ FRANCS (145 F) chacune, entièrement libérées.

2 - Total des apports :

| | |
|---|---|
| Les apports en numéraire s'élèvent à | 0 F |
| Les apports en nature s'élèvent à | 4 831 400 F |

Le montant total des apports s'élève à
QUATRE MILLIONS
HUIT CENT TRENTE ET UN MILLE QUATRE CENTS FRANCS 4 831 400 F

## ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à QUATRE MILLIONS HUIT CENT TRENTE ET UN MILLE QUATRE CENTS FRANCS (4 831 400 F).

Il est divisé en TRENTE TROIS MILLE TROIS CENT VINGT (33 320) actions de CENT QUARANTE CINQ FRANCS (145 F) chacune, de même catégorie.

SG



AL
AL

Le capital social doit être détenu conformément aux dispositions de l'ordonnance du 19 septembre 1945 modifiée par la loi du 8 août 1994, **et conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 juillet 1966.**

La société membre de l'Ordre communique annuellement au conseil de l'ordre dont elle relève la liste de ses actionnaires ainsi que toute modification apportée à cette liste. (Ord.art.7-I-6°) La liste des actionnaires sera également communiquée à la commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

## ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur. Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités des actions que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

## ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'Administration, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

## ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

## ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

1 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et du cessionnaire si les actions ne sont pas entièrement libérées. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement. dit "registre des mouvements".

3 - Toute transmission d'action doit respecter les règles de détention du capital de l'ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994,. **et de l'article 218 de la loi modifiée du 24 juillet 1966.**
L'agrément de tout nouvel actionnaire est subordonnée à l'agrément du conseil d'administration.

Le cédant doit adresser à la Société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert. Elle doit être accompagnée d'une attestation d'inscription en compte des actions dont la cession est projetée.

La décision est prise par le Conseil d'Administration et n'est pas motivée. La décision d'acceptation est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés, le cédant s'il est administrateur ne prenant pas part au vote.

Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus, le cédant dispose de quinze jours pour faire savoir par lettre recommandée à la Société s'il renonce ou non à la cession projetée.

Si le cédant ne renonce pas à la cession, le Conseil d'Administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un ou plusieurs actionnaires, soit par un ou plusieurs tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société. en vue d'une réduction du capital.

Le prix d'achat est fixé d'accord entre les parties. En cas de désaccord, le prix est déterminé par un expert, conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

AD AD VE SC AC AL

La cession au nom du ou des acquéreurs désignés par le Conseil d'Administration est régularisée par un ordre de virement signé du cédant ou, à défaut, du Président du Conseil d'Administration, qui le notifiera au cédant, dans les huit jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui n'est pas productif d'intérêts.

4 - Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession à un tiers, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, même aux adjudications publiques en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission. Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La clause d'agrément, objet du présent article, est applicable à toute cession de valeurs mobilières émises par la Société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la Société.

## ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.
Les professionnels actionnaires assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

## ARTICLE 13 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ACTIONNAIRE

Le professionnel actionnaire qui cesse d'être inscrit au tableau ou sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

AD AD VR SG AL AL

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des experts-comptables au dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour pour céder la partie de ses actions permettant à la société de respecter ses quotités. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses actions. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

## ARTICLE 14 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de vingt-quatre membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion. La moitié au moins des administrateurs sont des actionnaires experts comptables. Les trois quarts au moins des administrateurs sont des actionnaires commissaires aux comptes.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. Ils sont toujours rééligibles.

La durée des fonctions des administrateurs est six années ; elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de soixante quinze ans, sa nomination a pour effet de porter à plus de la moitié des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Lorsque cette limite est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu.
Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action.

## ARTICLE 14 - ORGANISATION ET DELIBERATION DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président qui est, à peine de nullité de la nomination, une personne physique inscrite à l'Ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes.. Il détermine sa rémunération.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de plus de soixante dix ans. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu.

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président ou celle du tiers au moins de ses membres, si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois. Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement. La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

AD AD VE SG MR AL AL

## ARTICLE 16 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

## ARTICLE 17 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS

1 - Le Président du Conseil d'Administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au Conseil d'Administration, et dans la limite de l'objet social.

Le Conseil d'Administration peut limiter les pouvoirs du Président, mais cette limitation est inopposable aux tiers. Le Président a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

2 - Sur proposition du Président, le Conseil d'Administration peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux. Deux directeurs généraux peuvent être nommés dans les sociétés dont le capital est égal ou supérieur à 500 000 F et cinq directeurs généraux dans les sociétés dont le capital est égal ou supérieur à dix millions de francs à condition que trois d'entre eux au moins soient administrateurs.
Les directeurs généraux sont des personnes physiques choisis parmi les actionnaires experts-comptables et commissaires aux comptes ; ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux. Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de 70 ans. Si un Directeur Général vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice écoulé..

En accord avec son Président, le Conseil détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général. La limitation de ces pouvoirs n'est cependant pas opposable aux tiers, à l'égard desquels chaque directeur général dispose des mêmes pouvoirs que le Président.

## ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL

Toute convention intervenant entre la Société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration. Il en est de même pour les conventions entre la Société et une entreprise, si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du conseil de surveillance ou du directoire de l'entreprise.
Ces conventions sont autorisées dans les conditions prévues par la loi.

## ARTICLE 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

AD AD VR SG MN AL AC

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

## ARTICLE 20 - ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration, soit par les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'assemblée soit par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire. Dans le premier cas, chacun d'eux doit être également convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité et quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors qu'elles ont été libérées des versements exigibles.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire, sous réserve du respect des dispositions de l'article 7-I-1° de l'ordonnance du 19 septembre 1945 ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la Société 3 jours avant la date de l'assemblée pour être pris en compte.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

Une feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée désigne elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui les régissent respectivement, exercent les pouvoirs qui leur sont attribués par la loi.

## ARTICLE 21 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 1999.

## ARTICLE 22 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le Conseil d'Administration établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

## ARTICLE 23 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Si les comptes de l'exercice approuvés par l'Assemblée Générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'Assemblée Générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Une majoration de dividende dans la limite de 10 % peut être attribuée à tout actionnaire qui justifie, à la clôture de l'exercice, d'une inscription nominative depuis deux ans au moins et du maintien de celle-ci à la date de mise en paiement du dividende. Son taux est fixé par l'Assemblée Générale Extraordinaire. La même majoration peut être attribuée, dans les mêmes conditions, en cas de distribution d'actions gratuites.

SG

L'Assemblée Générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

## ARTICLE 24 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

## ARTICLE 25 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires le bilan de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation en société par actions simplifiée est décidée à l'unanimité des actionnaires.

## ARTICLE 26 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration du terme fixé par la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

## ARTICLE 27 - CONTESTATIONS

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables ou du Président de la Commission Régionale des Commissaires aux Comptes, selon l'objet du litige.

En cas de contestations soit entre les actionnaires, les dirigeants, les liquidateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires ; les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage, selon leur choix, soit du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables ou du Président de la Commission Régionale des Commissaires aux Comptes.

## ARTICLE 28 - CONDITION SUSPENSIVE

La société est constituée sous la condition de son inscription au tableau de l'Ordre des Experts Comptables.
La société devra être inscrite sur la liste des commissaires aux comptes pour pouvoir exercer les missions de commissaire aux comptes.

## CHAPITRE II - DESIGNATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS.

Sont nommés comme premiers administrateurs de la Société pour une durée six années, qui se terminera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir dans l'année 2003 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé :

Monsieur Richard RENAUDIN, demeurant 97 avenue du Maréchal Ney 54140 JARVILLE LA MALGRANGE

Monsieur Alain DOUCHE, demeurant 54 rue de Médreville 54000 NANCY

Monsieur Pierre NESSELER, demeurant 59 Rue Lavigerie 54000 NANCY

Les administrateurs ci-dessus désignés acceptent les fonctions qui leur sont confiées et déclarent, chacun en ce qui le concerne, n'être atteints d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher leur nomination.

## CHAPITRE III - DESIGNATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES.

Sont désignés comme Commissaires aux Comptes de la Société pour une durée de six exercices, leurs fonctions expirant après la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice :

La société ACOR AQUITAINE GROUP 75 avenue du Président Schuman Bp 75 LE BOUSCAT Cedex 33492 représentée par Monsieur Michel GROSSE , titulaire,

Monsieur ASCARATEIL MOSCONI Dominique, 75 avenue du Président Schuman Bp 75 LE BOUSCAT Cedex 33492 suppléant.

La société ACOR AQUITAINE GROUP représentée par Monsieur Michel GROSSE et Monsieur ASCARATEIL MOSCONI Dominique, ont fait savoir à l'avance qu'ils accepteraient le mandat qui viendrait à leur être confié et ont déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la Loi et les règlements pour l'exercice dudit mandat.

## CHAPITRE IV - ENGAGEMENTS PRIS ET A PRENDRE POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION - FRAIS - PUBLICITE - POUVOIRS.

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents statuts, pour le compte de la Société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présents statuts, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la Société.

Cet état a été déposé dans les délais légaux au lieu du futur siège social, à la disposition des futurs membres de la Société qui ont pu en prendre connaissance, ainsi que tous les soussignés le reconnaissent. Cet état demeurera annexé aux présentes.

Les soussignés donnent mandat à Monsieur Richard RENAUDIN à l'effet de prendre au nom et pour le compte de la Société les engagements suivants :

- acquisition de 34 172 titres de la société COFIRELOR sur différentes personnes physiques moyennant le prix de 145 F par action soit le prix global de 4 954 940 F,

- souscription d'un emprunt d'un montant de 2 300 000 F sur sept ans au taux maximum de 5 % pour financer partiellement l'acquisition des titres de la société COFIRELOR.

- établissement et dépôt du dossier d'inscription de la société au tableau de l'Ordre des Experts-comptables.

- dépôt d'une requête au Président du Tribunal de commerce pour la nomination d'un commissaire aux apports pour l'apport complémentaire à la société de titres de la société COFIRELOR et de titres de la société CFE PARTENAIRES société d'exercice libéral à forme anonyme au capital de 4 835 700 F dont le siège social est 2 rue des Bouleaux 54210 ST NICOLAS DE PORT immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le n° NANCY D 393 621 081.

- signature au nom et pour le compte de la société du contrat d'apport desdits titres.

L'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

A compter de l'immatriculation, tous les frais relatifs à la constitution seront pris en charge par la Société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Richard RENAUDIN et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;

- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;

- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Fait à Vandoeuvre
Le 21 avril 1999
En autant d'exemplaires que requis par la loi

Alain BOUCHE

Richard RENAUDIN

Pierre NESSELER

Richard SCHAFFO

Anne LHOTE

Isabelle METAIS

Valérie CREUSOT

Sylvie GATTO

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
DE NANCY SUD-OUEST, LE 22 JUIN 1999
F° 187 BORD 130 / 1 ex 408
REÇU - Dt DE TIMBRE 19x12x5= 1140F
- Dts D'ENREGt DE 1500F
Signature : Pénalités 172F
PO Le Receveur Principal
par délégation
Claudette COLIN

**EXPERTIS PARTENAIRES**
**Société anonyme**
**au capital de 4 831 400 F**
**Siège social : 29/31 rue Opalinska**
**54500 VANDOEUVRE**

**ANNEXE**

## ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

Actes accomplis par Monsieur Richard RENAUDIN

Dépôt de la requête auprès du Tribunal de Commerce de NANCY pour la nomination du Commissaire aux apports.

Signature au nom et pour le compte de la société du traité d'apport par les actionnaires des titres de la société COFIRELOR.



# POUVOIR

La soussignée Isabelle METAIS,
demeurant 1 rue Ambrail 88000 EPINAL,

constitue, par les présentes, comme son mandataire spécial
Mademoiselle Anne LHOTE, demeurant 87 rue de Boudonville 54000 NANCY,

et lui donne pouvoir de, pour elle et en son nom, prendre part à la constitution, sans appel public à l'épargne, d'une société anonyme dont les caractéristiques seraient les suivantes :

- Dénomination : EXPERTIS PARTENAIRES

- Siège : 29/31 rue Opalinska, 54500 VANDOEUVRE

- Objet principal :

La Société a pour objet l'exercice des missions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes. Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec son objet social et qui s'y rapportent.
Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil Régional de l'Ordre prendre des participations financières dans toutes entreprises de toute nature ayant pour objet des activités visées par les articles 2 et 22, septième alinéa de l'ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

- Capital : 4 831 400 F, divisé en 33320 actions de 145 F chacune, toutes de même catégorie, à souscrire en numéraire et à libérer en totalité lors de la souscription,

- Cession ou transmission des actions libres entre actionnaires et au profit du conjoint et d'un ascendant ou descendant du titulaire, et soumises à l'agrément du Conseil d'Administration dans les conditions légales dans les autres cas, et éventuellement à l'exercice du droit de préemption dudit Conseil.

En conséquence, signer le traité d'apport de 2 899 titres lui appartenant dans la société COFIRELOR, société anonyme au capital de 764 000 F dont le siège est au 29/31 rue Opalinska 54500 VANDOEUVRE immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NANCY sous le numéro B 340 526 573, qui sera rémunéré par l'attribution de 2 899 titres de 145 F de valeur nominale de la société EXPERTIS PARTENAIRES,

Etablir les statuts de la Société en conformité avec les lois et règlements en vigueur.

Notamment, prévoir le nombre d'actions dont chaque administrateur doit être propriétaire, déterminer les pouvoirs du Conseil d'Administration sur le plan interne, les règles relatives à la convocation et aux délibérations du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales, les conditions d'admission à celles-ci, arrêter les dispositions relatives à l'affectation des bénéfices et du boni de liquidation, à la constitution des réserves, nommer les premiers administrateurs ainsi que le ou les Commissaires aux Comptes.

Prendre toutes décisions et, le cas échéant, donner mandat de prendre pour le compte de la Société, dans les statuts ou en annexe, des engagements conformes à son objet pendant la période antérieure à son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Aux effets ci-dessus, signer les statuts ainsi que tous actes, documents, procès-verbaux, formuler toutes affirmations et déclarations et en général faire tout ce qui est nécessaire ou utile en vue de parvenir à la constitution de la Société et à l'acquisition par lui-même de la qualité d'actionnaire, le tout conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Fait à Ettelbruck

Le 21 Avril 1999

**POUVOIR**

Le soussigné Richard SCHAFFO,
demeurant 22 rue du Château d'eau 57800 BENING LES SAINT AVOLD,

constitue, par les présentes, comme son mandataire spécial
Monsieur Alain DOUCHE, demeurant 54 rue de Médreville 54000 NANCY,

et lui donne pouvoir de, pour lui et en son nom, prendre part à la constitution, sans appel public à l'épargne, d'une société anonyme dont les caractéristiques seraient les suivantes :

- Dénomination : EXPERTIS PARTENAIRES

- Siège : 29/31 rue Opalinska, 54500 VANDOEUVRE

- Objet principal :

La Société a pour objet l'exercice des missions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes. Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec son objet social et qui s'y rapportent.
Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil Régional de l'Ordre prendre des participations financières dans toutes entreprises de toute nature ayant pour objet des activités visées par les articles 2 et 22, septième alinéa de l'ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

.

- Capital : 4 831 400 F, divisé en 33320 actions de 145 F chacune, toutes de même catégorie, à souscrire en numéraire et à libérer en totalité lors de la souscription,

- Cession ou transmission des actions libres entre actionnaires et au profit du conjoint et d'un ascendant ou descendant du titulaire, et soumises à l'agrément du Conseil d'Administration dans les conditions légales dans les autres cas, et éventuellement à l'exercice du droit de préemption dudit Conseil.

En conséquence, signer le traité d'apport de 2 899 titres lui appartenant dans la société COFIRELOR, société anonyme au capital de 764 000 F dont le siège est au 29/31 rue Opalinska 54500 VANDOEUVRE immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NANCY sous le numéro B 340 526 573, qui sera rémunéré par l'attribution de 2 899 titres de 145 F de valeur nominale de la société EXPERTIS PARTENAIRES,

Etablir les statuts de la Société en conformité avec les lois et règlements en vigueur.

Notamment, prévoir le nombre d'actions dont chaque administrateur doit être propriétaire, déterminer les pouvoirs du Conseil d'Administration sur le plan interne, les règles relatives à la convocation et aux délibérations du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales, les conditions d'admission à celles-ci, arrêter les dispositions relatives à l'affectation des bénéfices et du boni de liquidation, à la constitution des réserves, nommer les premiers administrateurs ainsi que le ou les Commissaires aux Comptes.

Prendre toutes décisions et, le cas échéant, donner mandat de prendre pour le compte de la Société, dans les statuts ou en annexe, des engagements conformes à son objet pendant la période antérieure à son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Aux effets ci-dessus, signer les statuts ainsi que tous actes, documents, procès-verbaux, formuler toutes affirmations et déclarations et en général faire tout ce qui est nécessaire ou utile en vue de parvenir à la constitution de la Société et à l'acquisition par lui-même de la qualité d'actionnaire, le tout conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Fait à F. Neudsad.

Le 20.4.11.

# TRAITE D'APPORT

Entre :

Monsieur Richard RENAUDIN
demeurant 97 rue du Maréchal Ney 54140 JARVILLE LA MALGRANGE

Monsieur Alain DOUCHE
demeurant 54 rue de Médreville 54000 NANCY

Monsieur Pierre NESSELER
demeurant 59 rue Lavigerie 54000 NANCY

Monsieur Richard SCHAFFO
demeurant 22 rue du château d'eau 57800 BENING LES SAINT AVOLD
représenté aux présentes par Monsieur Alain DOUCHE

Mademoiselle Valérie CREUSOT
demeurant 3 rue Lionnois 54000 NANCY

Mademoiselle Anne LHOTE
demeurant 87 rue de Boudonville 54000 NANCY

Mademoiselle Isabelle METAIS
demeurant 1 rue Ambrail 88000 EPINAL
représentée aux présentes par Mademoiselle Anne LHOTE,

Mademoiselle Sylvie GATTO
demeurant 6 rue du Téméraire 54000 NANCY

de première part.

et

la société EXPERTIS PARTENAIRES
Société Anonyme au capital est prévu devoir s'élever à 4 831 400 F
dont le siège social est à 29/31 rue Opalinska 54500 VANDOEUVRE,
en cours de constitution, représentée par Monsieur Richard RENAUDIN spécialement habilité à cet effet par les statuts,

de seconde part,

SG VR AL AL

la société COFIRELOR
Société Anonyme au capital de 764 000 F
dont le siège est 29/31 rue Opalinska 54500 VANDOEUVRE immatriculée au registre du commerce et des société de NANCY sous le numéro B 340 526 573
représentée par Monsieur Alain DOUCHE Président du Conseil d'Administration

de troisième part,

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

ARTICLE I

Monsieur Richard RENAUDIN, Monsieur Alain DOUCHE, Monsieur Pierre NESSELER, Monsieur Richard SCHAFFO, Mademoiselle Valérie CREUSOT, Mademoiselle Anne LHOTE, Mademoiselle Isabelle METAIS et Mademoiselle Sylvie GATTO s'engagent à apporter à la Société EXPERTIS PARTENAIRES, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, ce qui est accepté par la société EXPERTIS PARTENAIRES sous la condition expresse de la signature des statuts de la société EXPERTIS PARTENAIRES par ses actionnaires,

| | |
|---|---|
| pour Monsieur Richard RENAUDIN, | 6 275 titres de la société COFIRELOR |
| pour Monsieur Alain DOUCHE, | 6 275 titres de la société COFIRELOR |
| pour Monsieur Pierre NESSELER, | 6 275 titres de la société COFIRELOR |
| pour Monsieur Richard SCHAFFO, | 2 899 titres de la société COFIRELOR |
| pour Mademoiselle Valérie CREUSOT, | 2 899 titres de la société COFIRELOR |
| pour Mademoiselle Anne LHOTE, | 2 899 titres de la société COFIRELOR |
| pour Mademoiselle Isabelle METAIS | 2 899 titres de la société COFIRELOR |
| et pour Mademoiselle Sylvie GATTO | 2 899 titres de la société COFIRELOR |

La totalité des titres apportés appartenant aux personnes dénommées, sont de forme nominative et sont inscrits dans les comptes tenus par la Société COFIRELOR.

ARTICLE 2

L'apport énoncé à l'article 1er est évalué à 4 831 400 F.

Cette évaluation a été faite contradictoirement entre les parties de la manière suivante :

Le prix a été évalué sur la base de l'actif net revalorisé de la valeur de la clientèle, duquel il a été effectué un abattement compte tenu des incertitudes sur l'évolution de la profession.

Sur ces bases, la valeur de la Société COFIRELOR a été estimée à 11 078 000 F et par conséquent, la valeur des 33 320 titres apportés à 4 831 400 F.

Cet apport sera rémunéré par l'attribution à :

| | |
|---|---|
| Monsieur Richard RENAUDIN, PARTENAIRES | 6 275 titres de la société EXPERTIS |
| Monsieur Alain DOUCHE, PARTENAIRES | 6 275 titres de la société EXPERTIS |
| Monsieur Pierre NESSELER, PARTENAIRES | 6 275 titres de la société EXPERTIS |
| Monsieur Richard SCHAFFO, PARTENAIRES | 2 899 titres de la société EXPERTIS |
| Mademoiselle Valérie CREUSOT, PARTENAIRES | 2 899 titres de la société EXPERTIS |
| Mademoiselle Anne LHOTE, PARTENAIRES | 2 899 titres de la société EXPERTIS |
| Mademoiselle Isabelle METAIS PARTENAIRES | 2 899 titres de la société EXPERTIS |
| et Mademoiselle Sylvie GATTO PARTENAIRES | 2 899 titres de la société EXPERTIS |

d'un nominal de 145 F chacune qui seront émises par la Société EXPERTIS PARTENAIRES lors de sa constitution.

Les apporteurs conserveront seuls, le droit aux dividendes susceptibles d'être attribués aux dites actions au titre de l'exercice clos le 31 mars 1999 de la société COFIRELOR.

ARTICLE 3

Les actions nouvelles, dont l'émission est prévue à l'article 2 seront soumises à toutes les dispositions des statuts de la Société EXPERTIS PARTENAIRES que les futurs actionnaires déclarent bien connaître pour en avoir reçu copie du projet, avant ce jour.

ARTICLE 4

L'apport énoncé à l'article 1 ne deviendra définitif qu'après sa vérification et signature des statuts par les actionnaires de la Société EXPERTIS PARTENAIRES, le tout dans les conditions prévues par la loi.

Au cas où cette signature ne serait pas intervenue avant le 30 mai 1999, le présent traité sera caduc, sans indemnité pour l'une ou l'autre partie.

ARTICLE 5

La Société EXPERTIS PARTENAIRES reconnaît avoir pris connaissance des statuts de la Société COFIRELOR ainsi que des bilans et des comptes de résultat de cette dernière société pour les exercices clos le 31 mars 1997 et le 31 mars 1998.

Monsieur Alain DOUCHE s'engage en sa qualité de Président Directeur Général de la Société COFIRELOR à donner au Commissaire aux Apports toutes facilités, notamment d'accès à la comptabilité de cette société, afin qu'il puisse recueillir toutes informations et tous renseignements utiles à l'évaluation des actions.

ARTICLE 6

Les frais et droits d'enregistrement qui seront la suite et la conséquence du présent traité d'apport seront supportés par la Société EXPERTIS PARTENAIRES

Fait en autant d'exemplaires
que requis par la loi
Le 8. 4. 98
à VANDOEUVRE

Alain DOUCHE

Richard RENAUDIN

Pierre NESSELER

Richard SCHAFFO

Anne LHOTE

Isabelle METAIS

Valérie CREUSOT

Sylvie GATTO

Régine COLAS

Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

**EXPERTIS PARTENAIRES SA**
29/31 Rue Opalinska

54500 VANDOEUVRE

# RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par Ordonnance du Tribunal de Commerce de Nancy en date du 8 avril 1999, je vous présente mon rapport sur l'appréciation de la valeur des apports de titres de la société COFIRELOR SA devant être effectués par ses actionnaires à votre société.

9, rue Mme de Vannoz
5 4 0 0 0 N A N C Y
TÉL. 03 83 27 22 89
FAX. 03 83 27 22 89
SITE INTERNET :
http://www.experts-comptables.fr/cabinet/colas
E-MAIL :
rcolas @ experts.comptables.fr

## 1 - EXPOSE SUR L'OPERATION PROJETEE

L'opération consiste en l'apport par Messieurs Richard RENAUDIN, Alain DOUCHE, Pierre NESSELER, Richard SCHAFFO, Mesdemoiselles Valérie CREUSOT, Anne LHOTE, Isabelle METAIS, Sylvie GATTO de titres de la société anonyme COFIRELOR dont le siège se situe à Vandoeuvre - 29/31 rue Opalinska - immatriculée au registre du commerce de Nancy sous le n° 340 526 573 et dont le capital divisé en 76 400 actions de Frs 10,00 se monte à Frs 764 000,00.

## 2 - DESCRIPTION ET EVALUATION DES APPORTS

Aux termes des statuts :

| | |
|---|---|
| Monsieur Richard RENAUDIN apporte | 6275 actions COFIRELOR, |
| Monsieur Alain DOUCHE apporte | 6275 actions COFIRELOR, |
| Monsieur Pierre NESSELER apporte | 6275 actions COFIRELOR, |
| Monsieur Richard SCHAFFO apporte | 2899 actions COFIRELOR, |
| Mademoiselle Valérie CREUSOT apporte | 2899 actions COFIRELOR, |
| Mademoiselle Anne LHOTE apporte | 2899 actions COFIRELOR, |
| Mademoiselle Isabelle METAIS apporte | 2899 actions COFIRELOR, |
| Mademoiselle Sylvie GATTO apporte | 2899 actions COFIRELOR. |

Les 33 320 titres objets de l'apport ont été évalués unitairement à Frs 145,00.

L'apport global se monte à Frs 4 831 400, dont :

Frs 909 875 en provenance de Monsieur Richard RENAUDIN,
Frs 909 875 en provenance de Monsieur Alain DOUCHE,
Frs 909 875 en provenance de Monsieur Pierre NESSELER,
Frs 420 355 en provenance de Monsieur Richard SCHAFFO,
Frs 420 355 en provenance de Mademoiselle Valérie CREUSOT,
Frs 420 355 en provenance de Mademoiselle Anne LHOTE,
Frs 420 355 en provenance de Mademoiselle Isabelle METAIS,
Frs 420 355 en provenance de Mademoiselle Sylvie GATTO.

## 3 - VERIFICATIONS EFFECTUEES

J'ai effectué les diligences que j'ai estimé nécessaires selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes pour :

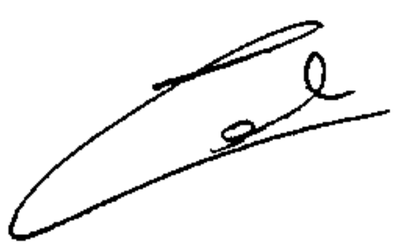
- vérifier la réalité des actifs apportés,
- contrôler la valeur attribuée aux apports,
- m'assurer que les événements intervenus pendant la période de rétroactivitée n'étaient pas de nature à mettre en cause l'évaluation des apports.

## 4 - CONCLUSION

Je n'ai pas d'observations à formuler sur la valeur de l'apport décrit ci-dessus et s'élevant à **Frs 4 831 400,00.**

La valeur globale de l'apport correspond au moins à la valeur au nominal des actions à émettre.

Fait à Nancy, le 19 avril 1999



Régine COLAS